

L'ALGERIE EST DEVENUE UNE DES PLACES FORTES DE LA CRIMINALITÉ  
TRANSNATIONALE ORGANISÉE

## Les réseaux mafieux ont acquis une assise financière, un pouvoir politique et une influence considérable sur les décisions financières, économiques et commerciales

Le boom du crime mondialisé est sans précédent. L'économie parallèle connaît un essor planétaire.

La convention dite de Palerme, de 2000, des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée n'a pas changé grand-chose : les mafias mondiales — avec les complicités de nombre d'Etats gangrenés par ces fléaux — agissent plus vite et mobi-

lisent des moyens considérables pour faire prospérer leurs affaires. L'Algérie est prise dans la tempête de la criminalité transnationale organisée : le phénomène a pris de l'ampleur ces dernières années.

L'Etat, impuissant, détourné, contourné et affaibli, a laissé faire. Même si les pouvoirs publics en place, par on ne sait quel miracle, décidaient de s'attaquer enfin

au crime organisé, l'ampleur de la tâche serait énorme, exigerait une stratégie et des moyens considérables et devrait prendre appui sur une volonté politique ferme sur le terrain, volonté faisant participer l'ensemble des forces et énergies présentes surtout dans la société. Mais malheureusement, nous sommes encore très loin de ce scénario idéal.

Djilali Hadjaj

Le poids du commerce illégal dans l'économie mondiale est impressionnant. On estime que l'économie parallèle représente 10% du PIB mondial, contre 1% il y a dix ans. Mais il y a tout lieu de croire que cette proportion est en fait beaucoup plus importante. Le trafic d'êtres humains rapporte à lui seul de 7 à 10 milliards de dollars par an. Et la quantité de drogue saisie a doublé entre 1990 et 2002, ce qui laisse à penser que le trafic de drogue a décuplé durant cette période. On a vu apparaître de nouvelles drogues, de nouveaux fournisseurs, de nouveaux marchés.

Le commerce mondial de contrefaçon et autres produits para-

ités — des faux sacs Chanel aux traitements anticancéreux en passant par les logiciels — est estimé à plus de 1 000 milliards de dollars par an. Mais l'économie clandestine recouvre bien d'autres marchés : le trafic d'organes humains, d'espèces menacées, de déchets industriels, de fausse monnaie, d'armes de poing ou de centrifugeuses nucléaires. De même, selon le FMI, la quantité d'argent blanchi a été multipliée par 10, voire davantage, depuis 1990.

Ces chiffres ne représentent bien sûr que des estimations, forcément discutables et approximatives. En revanche, il est indiscutable que, malgré les efforts des gouvernements pour en limiter l'expansion, l'économie parallèle a

connu une croissance considérable au cours des dix dernières années et que de nombreux marchés clandestins se développent beaucoup plus vite que le commerce mondial officiel.

Dans les années 1990, nous avons assisté dans le monde entier à plusieurs révolutions simultanées, affectant aussi bien les technologies de communication et de transport que les politiques gouvernementales.

Ces bouleversements ont réduit à la fois les distances géographiques et la capacité des Etats à contrôler leurs frontières. Internet a rendu les communications et la coordination internationale plus simples et moins chères, de même que les téléphones portables ou les cartes téléphoniques prépayées, tandis que les distributeurs automatiques facilitaient la circulation des devises. Au même moment, de l'Albanie à l'Argentine, les Etats libéralisaient et déreglementaient leur économie, provoquant un boom du commerce officiel qui, inévitablement, a permis l'essor du commerce illégal.

## La levée des obstacles aux investissements étrangers et aux transactions monétaires, une aubaine pour le blanchiment d'argent

La levée des obstacles aux investissements étrangers et aux transactions monétaires a été une aubaine pour le blanchiment d'argent. Des pays, des régions entières vivant jusque-là en quasi autarcie — l'Europe centrale, l'ex-URSS, la Chine et d'autres pays d'Asie — ont été intégrés à l'économie mondiale. Si bien qu'aujourd'hui le trafic s'est mondialisé, alors qu'auparavant il était régional ou au pire binational. On a vu se développer un réseau qui relie l'Ukraine à la Colombie, le Maroc à la Russie via l'Espagne et l'Algérie. On voit des narcotrafiquants nigériens opérer dans le nord de la Thaïlande, des Sénégalais vendre des contrefaçons chinoises dans les rues de Paris ou de plus en plus de Chinois le faire dans les principales villes d'Algérie.

Les trafiquants ont acquis une assise financière, un pouvoir politique et une influence internationale

le sans précédent dans toute l'histoire de l'humanité.

La contrebande a toujours existé, mais jamais elle n'avait connu une forme aussi mondialisée, un tel impact économique, un tel poids politique. Aujourd'hui, le commerce illicite affecte directement plus d'individus, d'entreprises, de communautés, de villes et d'Etats que le terrorisme. Le terrorisme international constitue une menace non négligeable, mais il ne possède pas la même faculté d'adaptation que les trafics en tous genres.

Le commerce clandestin est une affaire de marché, et tout marché repose sur l'offre et la demande. C'est l'ampleur de la demande qui rend l'offre si lucrative. On met toujours l'accent sur les vendeurs, qui sont souvent pauvres, étrangers, vulnérables. Mais on ne se préoccupe guère des acheteurs, qui sont souvent nos voisins, notre famille, nous-mêmes. Il faut cesser de prétendre que l'économie parallèle, c'est le problème des autres ou l'apanage des étrangers et des criminels. Pour chaque criminel qui vend, il y a un citoyen respectable qui achète.

UNE SYNTHÈSE SUR LA MAFIA  
COMME IL N'EN EXISTAIT PAS ENCORE,  
PAR UN HISTORIEN BRITANNIQUE  
Cosa Nostra la tentaculaire

Riche à millions, le parrain des parrains vivait planqué dans une bergerie, dormait sur un simple lit de camp et se nourrissait de ricotta et de chorizée.

Il donnait ses ordres au travers de petits messages manuscrits qui se concluaient toujours par une petite phrase sur la grâce de Dieu. Arrêté le 11 avril 2006 après quarante ans de "cavale", Bernardo Provenzano, le chef du tout-puissant clan des Corléonais, affichait cette pauvreté comme un exemple d'"éthique mafieuse", selon l'expression du procureur de Palerme Piero Grasso, afin de renforcer encore son pouvoir absolu sur Cosa Nostra.

"En vivant aussi simplement, il donnait l'exemple du sacrifice, un geste emblématique pour un dirigeant si l'on pense au nombre de parrains détenus dans des conditions plus spartiates encore", souligne John Dickie, historien et journaliste britannique, à la fin de sa riche histoire de la mafia sicilienne (\*). En Italie, de nombreux ouvrages ont été consacrés ces dernières années aux divers organisations criminelles, et en premier lieu à Cosa Nostra, qui demeure la plus redoutable. Une telle synthèse récente n'existait pas en France. Celui que l'on appelait "U trattoru", (le tracteur) était probablement le dernier représentant d'un certain type de "padrino".

Mais les Corléonais, originaires d'un petit village de l'arrière-pays de Palerme, qui avaient pris le contrôle de l'organisation à la fin des années 1970, après une féroce guerre de clans, représentaient déjà une totale rupture avec la manière d'être des "uomini d'onore" des décennies précédentes, qui aimaient à afficher une certaine respectabilité.

"Au cours de son premier siècle d'existence, la mafia sicilienne ne tua que deux figures de l'ordre établi, de ces hommes occupant dans le monde des affaires, de la politique, du journalisme, de la justice ou de la police une position qui les faisait qualifier de "cadavres illustres", mais avec l'ascension des Corléonais il y a eu des dizaines de ces fameux cadavres", note John Dickie.

Cette fuite en avant dans la terreur voulue par Toto Riina, arrêté en 1994, rendit Cosa Nostra "politiquement orpheline". Elle entraîna, en effet, une mobilisation du pays et de la classe politique qui la priva des protections dont elle bénéficia longtemps au sein de l'Etat. Avec Bernardo Provenzano, Cosa Nostra est revenue aux vieilles méthodes, gardant profil bas, mais étendant son enracinement dans tous les rouages de la société sicilienne.

Elle ne tue plus ou presque plus, mais cette "pax mafiosa", que pourrait mettre à mal l'arrestation d'"U trattoru", est plutôt un signe de puissance retrouvée. John Dickie montre bien comment le pouvoir de Cosa Nostra et de chacune des familles est indissolublement lié au contrôle d'un territoire "où le racket représente ce que sont les impôts pour l'Etat avec la différence qu'il s'applique aussi bien aux activités légales qu'illégales". Malgré les arrestations des dernières années, les procès et les centaines de "repentis" qui collaborent avec la justice, Cosa Nostra reste toujours aussi redoutable.

(\*Cosa Nostra ; L'histoire de la mafia sicilienne de 1860 à nos jours de John Dickie, Editions Buchet-Chastel, Paris, 2007 496 pages

COMMENT LUTTER EFFICACEMENT CONTRE LE CRIME MONDIALISÉ ?  
Volonté politique et centralisation des efforts

Rédacteur en chef du magazine américain Foreign Policy, Moisés Naima a été ministre de l'Industrie et du Commerce au Venezuela en 1989 et directeur exécutif de la Banque mondiale. Il vient de publier Le livre noir de l'économie mondiale. Il écrit ci-dessous surtout ce qu'il ne faut pas faire dans la lutte contre le crime organisé.

"Les Etats déploient déjà d'immenses efforts pour contenir ce raz-de-marée. Ce qui est consternant, c'est la maigreur disproportionnée des résultats, et l'incapacité des gouvernements à admettre l'échec des mesures existantes et la nécessité urgente de nouvelles méthodes. Dans mon livre — voir encadré ci-contre —, je préconise plusieurs moyens de rendre les Etats plus efficaces.

D'une part, la défragmentation, d'autre part, l'allègement de leur fardeau. Par défragmentation, j'entends qu'il faut renoncer à la répartition des tâches entre différents organes d'Etat (souvent réticents à coopérer entre eux) pour faire face à des trafics fon-

cièrement interdépendants. Dans la plupart des pays, on affecte des services différents à la répression des stupéfiants, à celle de la contrefaçon, à la lutte contre le blanchiment d'argent, à celle contre le trafic d'êtres humains, etc.

Il faut centraliser leurs efforts. Mais cela risque d'engendrer une bureaucratie monstrueuse si parallèlement on ne déleste pas l'Etat de son fardeau : l'application de toutes sortes d'interdictions.

Ce qui implique de dépenaliser bon nombre d'activités commerciales encore illégales : la société civile doit demander à l'Etat d'être très sélectif quant aux activités qu'il entend contrôler."

"LE LIVRE NOIR DE L'ECONOMIE MONDIALE" VIEND DE PARAÎTRE  
Un portrait apocalyptique

Vente illégale d'armes, marché de la drogue, nouvelles formes d'esclavagisme, traite des blanches, exploitation et trafic des populations immigrées et réfugiées, prostitution, contrefaçon en tous genres, vol de propriété intellectuelle, blanchiment de l'argent sale, trafic d'organes, trafic d'œuvres d'art... Tous ces phénomènes sont en plein essor et participent d'un seul et même mouvement : celui du développement de l'activité criminelle à l'échelle internationale. Alors que, par le passé, ces activités étaient le fait de petits groupes locaux et "underground", bandes, cartels, mafias diverses et variées, aujourd'hui le crime, sous toutes ses formes, s'est lui-même "mondialisé".

On peut même dire que cette "industrie du crime" a été la première à comprendre l'intérêt qu'il y avait à utiliser les nouvelles technologies, et à profiter de l'effacement progressif des frontières.

On ne peut plus parler d'individus criminels, mais plutôt de gigantesques organisations tentaculaires et nébuleuses. Le livre noir de l'économie mondiale dresse le portrait apocalyptique d'une économie criminelle mondialisée qui a littéralement envahi les réseaux économiques les plus officiels, et notre quotidien, jusqu'ici en toute impunité.

(\* Moisés Naima, Le Livre noir de l'économie mondiale. Contrebandiers, trafiquants et faussaires. Editions Grasset, Paris Paru le 2 mars 2007

LE  
DEBAT  
EST  
OUVERT

"Le Soir Corruption" peut être joint par voie postale  
Le Soir d'Algérie - Espace "Corruption"  
Maison de la presse, 1, rue Bachir-Atfah, Alger  
Internet : soir\_corruption@hotmail.com